

Actualités de l'IHP n° 899 : 81e Assemblée générale des Nations unies – deuxième partie : un état de crise permanente

(25 septembre 2026)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité de politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Voici la deuxième partie consacrée à la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU). Si vous avez manqué la première partie (publiée mercredi), consultez [AGNU 81 – première partie](#).

Alors que nous approchons lentement de la fin de la [semaine de haut niveau de la 81e Assemblée générale des Nations unies](#) à New York, avec, plus tard dans la journée, le temps fort de la semaine en matière de santé mondiale, à savoir [la réunion de haut niveau des Nations unies sur le PPPR](#), permettez-moi de souligner quelques points qui ont retenu mon attention cette semaine, plus ou moins par ordre chronologique.

Concernant les ODD, beaucoup de choses ont déjà été dites, mais l'article poignant de David Miliband publié dans Foreign Policy, intitulé « [Il est temps d'actualiser les ODD de l'ONU](#) », dans lequel il affirme que les ODD n'ont pas été conçus pour l'époque actuelle des « guerres sans fin », m'a particulièrement interpellé. C'est triste, mais c'est tout à fait vrai.

Lundi, les recommandations tant attendues du groupe de haut niveau « Accra Reset » ont été publiées sous le titre « [Un avenir souverain pour la santé](#) ». Comme l'a mentionné Kumanan Rasanathan la semaine dernière, cette fois-ci pourrait (et devrait) effectivement être différente. Surnommés de manière informelle les « dix commandements » de l'Accra Reset par Devex, espérons simplement que tous les acteurs qui doivent s'impliquer dans une véritable « remise à zéro » ne les transforment pas en une interprétation à la Pete Hegseth des dix commandements. Je serai d'ailleurs particulièrement intéressé par la mise en œuvre du 9e commandement dans les années à venir : « Réformer délibérément les institutions mondiales de santé (les « gros bonnets », selon la terminologie de Jocalyn Clark) par une collaboration plus efficace, une consolidation stratégique et, le cas échéant, leur fermeture ». Malgré un accueil favorable réservé à l'« Accra Reset », Peter Sands, du Fonds mondial, a sans doute, au fond de lui, envie d'écraser l'un de ces vilains moustiques que l'on voit de plus en plus souvent dans cette partie du monde aussi :) Mais contrairement aux moustiques, Peter est sur le point de partir. (Quant à Sania Nishtar, de GAVI, elle représente certainement une amélioration par rapport à son prédécesseur en matière de réforme de la santé mondiale.)

Toujours ce lundi, marquant en quelque sorte le coup d'envoi de la « Semaine du climat » à New York, le rapport « [Planetary Health Check 2026](#) » a averti que « sept des neuf limites planétaires sont désormais franchies, l'acidification des océans étant la dernière à avoir dépassé son seuil en 2025. Ces sept limites ont désormais atteint leurs niveaux de dépassement les plus élevés jamais ».

enregistrés. » Une [citation](#) inquiétante de l'auteur principal, Boris Sakschewski, résume ainsi la situation : « *Le diagnostic est sans ambiguïté : la pression s'intensifie autour de chaque limite planétaire qui se trouve déjà en dehors de l'espace opérationnel sûr. Cela signifie que le risque d'un changement à grande échelle, persistant et potentiellement irréversible augmente, tandis que notre marge d'erreur pour faire face à ces problèmes diminue.* »

Ce dernier « bilan de santé planétaire » amène également à s'interroger sur le « **nouvel ordre international** » évoqué dans l'excellent document de travail intitulé « [Un système de santé mondial adapté à un nouvel ordre international : propositions de](#) changement » (dont une version abrégée a été publiée la semaine dernière dans [*Nature Medicine*](#)). Si la plupart des éléments d' du « nouvel ordre international » identifiés par les auteurs sont difficiles à contester (voir fig. 1) (par exemple, la multipolarité, la diminution de l'aide au développement, le renforcement des capacités nationales, etc.), je doute que leur mention des « **chocs climatiques et conflictuels** » (qui ne constituent qu'un élément parmi d'autres) corresponde réellement à ce qui [nous attend probablement](#).

De nombreux [observateurs](#) estiment en effet qu'à l'heure actuelle, au lieu d'un « **changement planifié** », nous nous dirigeons vers un « **changement provoqué par une catastrophe** » (dont certains signes sont déjà bien visibles). J'espère toujours qu'ils se tromperont, mais pour nous rapprocher d'un « changement planifié » dans la crise permanente à laquelle nous sommes actuellement confrontés, **nous avons clairement besoin, et rapidement, de dirigeants (et d'un leadership) d'un niveau supérieur.** Et franchement, même avec Trump hors jeu (et espérons que ce soit le cas d'ici 2028), je ne vois pas cela se produire. **Ni dans les pays autoritaires, ni dans la plupart des pays dits « démocratiques libéraux » restants.** Dans ces derniers, la plupart d'entre nous continuent de voter pour des dirigeants dépourvus de vision à long terme sur les limites planétaires, l'équité et d'autres aspects [de l'« économie de l'accessibilité financière »](#) (sans parler de dirigeants qui [appliqueraient systématiquement le droit](#) international...). Et avec le recul, depuis la crise financière, **au lieu d'essayer de rallier suffisamment de citoyens à un New Deal à la Roosevelt pour le ^{XXI} siècle, les « dirigeants centristes »** (les lecteurs de cette lettre d'information connaissent leurs noms) **ont largement déplacé le centre vers la droite (au lieu de le faire vers la (centre-)gauche)** avec des politiques largement néolibérales et en reprenant à leur compte une partie de la rhétorique de l'extrême droite. Leur « récolte » : une polarisation toujours plus forte et un terrain fertile pour les extrêmes. Les citoyens le sentent au plus profond d'eux-mêmes lorsque les « réformes structurelles » ne sont ni équilibrées ni équitables, ou lorsque les capitaines d'industrie, les particuliers fortunés et autres [« Black Rocks »](#) ne sont pas traités « **sur un pied d'égalité** » avec les gens ordinaires. Pas besoin d'une superintelligence pour s'en rendre compte.

Bref, **nous allons traverser une période extrêmement difficile**, et je doute que la réforme mondiale de la santé en tienne suffisamment compte (du moins sur le papier). Nous pourrions être confrontés à une version planétaire des coupes budgétaires de l'USAID, avec, **au lieu d'une « transition maîtrisée », un chaos total pendant plusieurs décennies.** Nous espérons donc qu'il restera encore quelque chose qui vaille la peine d'être sauvé d'ici 2050. (Qu'en dites-vous comme programme pour l'après-2030 ? :)

Ce qui m'amène à **la course à la direction générale de l'OMS.** Le 24 septembre, la date limite pour le dépôt des candidatures, une [candidate de dernière minute](#) (Maria Neira) s'est présentée, [voire peut-être une autre encore](#). Au vu du tableau brossé ci-dessus, j'espérais encore voir émerger quelqu'un avec un penchant légèrement dystopique ou « collapsiste », une sorte de version OMS des « quatre cavaliers de Guterres », mais non :)

Mardi, un événement parallèle de haut niveau [intitulé « Résilience et stabilité pour tous : donner la priorité aux partenariats internationaux pour notre santé et notre sécurité communes »](#) s'est tenu à New York. Je [l'ai manqué](#), et je n'apprécie toujours pas beaucoup l'expression « résilience et stabilité pour tous » (*même si j'admets que « santé pour tous » est probablement hors de portée pour au moins quelques décennies, voire qu'elle a complètement disparu dans le multivers*). Néanmoins, la résilience et la stabilité pour le plus grand nombre sont sans doute le mieux que l'on puisse espérer dans les circonstances actuelles. Notamment par le biais [des « coalitions de volontaires »](#) et d'une « coalition émergente de puissances moyennes » (*même si je ne partage pas les évaluations trop optimistes de « Carney & friends » – ici, dans l'UE, certains de ces « amis » se trouvent être plutôt fragilisés ces jours-ci aux urnes, sans compter que je n'attends pas grand-chose de Merz et des autres clones de Macron, pour commencer – voir ci-dessus*).

Toujours à New York, les États-Unis ont convoqué le 23 septembre [la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 sur Ebola](#). Le **Groupe des amis de la couverture sanitaire universelle (CSU)** a tenu sa [réunion ministérielle](#) le 23, en vue de préparer la réunion de haut niveau des Nations unies sur la CSU prévue en 2027. Et certains des « habitués » de l'investissement à impact sanitaire s'affairaient à catalyser, mobiliser ou tenter d'une manière ou d'une autre de [« mélanger le tout à la manière de Beckham »](#).

Mais nous vous laissons sur une citation de **Richard Gowan** (International Crisis Group), relayée par [Devox](#), concernant les **Nations unies** elles-mêmes : « **L'organisation mondiale se trouve dans un état de « crise permanente »...** *« Elle semble constamment à court d'argent, constamment marginalisée face aux crises majeures et... elle procède également à des réductions d'effectifs », a-t-il déclaré, « soulignant qu'elle a dû licencier des milliers de personnes, fermer des bases de maintien de la paix et interrompre l'acheminement de l'aide humanitaire à des millions de personnes. « Ce n'est pas un tableau réjouissant. »...* »

Espérons donc que l'initiative [P4M \(Partners for Multilateralism\)](#) de Lula et de ses acolytes prenne son envol, car je conviens qu'il n'y a pas d'autre issue. Un [appel à l'action pour une coopération internationale renouvelée](#), s'inscrivant dans le cadre de l'« Initiative sur les principes de coopération » (*lancée par une centaine d'anciens chefs d'État et de gouvernement*), va dans le même sens, tout comme un **éditorial du Guardian** intitulé « [Le point de vue du Guardian sur l'avenir de l'ONU : plus contestée, mais plus nécessaire que jamais](#) ». En effet.

Je ne peux évidemment pas me prononcer au nom des pays autoritaires. Mais dans nos démocraties de nom (c'est-à-dire *là où nous avons encore la possibilité de voter*), **tout commence par le fait d'élire des dirigeants qui croient véritablement au monde esquissé ci-dessus et qui souhaitent œuvrer sincèrement à la réalisation de cet horizon plus équitable et durable à l'échelle planétaire.** Avec suffisamment de soutien pour accéder au pouvoir. (*Et oui, je sais que Roosevelt n'avait pas à composer avec les réseaux sociaux à son époque :)*)

Pour trop de dirigeants actuels de cette « coalition des volontaires » composée de « puissances moyennes partageant les mêmes idées », ce n'est tout simplement pas le cas. Si cela reste ainsi, nous courons droit vers le scénario catastrophe décrit plus haut. Peu importe à quel point le discours sur la « responsabilité partagée » et les « intérêts mutuels » est devenu courant dans ces cercles.

Même si je reconnais que d'autres dirigeants sont – clairement – bien plus à blâmer pour le désordre actuel dans le monde. Je parie que vous connaissez leurs noms vous aussi. La Haye aussi.

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Article à la une

De nouvelles orientations pour la Banque mondiale avec Michael Kremer comme économiste en chef : un chemin semé d'embûches ?

[Shubham Gupta](#) ;

Michael Kremer a été [nommé économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale \(GBM\)](#), l'un des plus grands bailleurs de fonds multilatéraux des systèmes de santé à l'échelle mondiale, dans un contexte de réduction des financements et de fermeture de l'USAID. Il est le premier économiste à occuper ce poste après avoir déjà reçu un prix Nobel. Plus important encore, M. Kremer apporte une vaste expérience dans la transposition de recherches rigoureuses en programmes qui ont bénéficié à des centaines de millions de personnes dans des domaines tels que les vaccins, la santé scolaire, l'eau et l'agriculture. Sa nomination intervient à un moment où le GBM est en train de redéfinir sa vision, sa structure et son organisation, et son parcours vers le succès au sein du Groupe de la Banque mondiale pourrait ne pas être sans embûches.

Sa nomination semble s'inscrire dans la droite ligne du programme en faveur de l'emploi du président de la Banque mondiale, Ajay Banga. La Banque estime que [1,2 milliard de jeunes](#) atteindront l'âge de travailler au cours de la prochaine décennie. Pour l'e de la santé mondiale, la question centrale est de savoir si la santé sera reconnue comme un fondement de l'emploi productif ou si elle sera simplement considérée comme une conséquence de la prospérité économique. Le travail de Kremer dans divers secteurs suggère qu'il comprend comment les investissements dans le capital humain permettent aux individus de participer à l'économie. Cependant, la question de savoir s'il pourra traduire cette compréhension en un espace durable propice à l'innovation dans les systèmes de santé reste ouverte. Des opportunités précoces s'offrent à lui à travers les « [National Health Compacts](#) », qui présentent le renforcement des systèmes de santé non seulement comme une voie vers des soins abordables, mais aussi comme une source d'emplois et de croissance économique plus large.

Le deuxième axe majeur réside dans l'importance croissante accordée par la Banque à la mobilisation des capitaux privés. Au cours de l'exercice 2026, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé [112 milliards de dollars](#), contre 35 milliards en 2022. En Afrique, la mobilisation de capitaux privés est passée d'environ 9 milliards de dollars à 22 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 150 %. Les travaux de M. Kremer sur les engagements anticipés de marché pour les vaccins offrent un modèle pour le secteur de la santé : en garantissant la demande de produits présentant une valeur sociale, les finances publiques peuvent influencer l'investissement privé. Le défi pour lui sera de veiller à ce que les capitaux privés favorisent des priorités sanitaires équitables plutôt que de se concentrer uniquement sur des services et des marchés commercialement attractifs.

Un troisième enjeu réside dans l'évolution de la nature du programme de recherche, de données et d'analyse de la Banque, désormais davantage centralisé sous l'égide du bureau de l'économiste en chef. M. Kremer dirigera ce programme dans le cadre d'une réorganisation plus large, alors que l'institution cherche à renforcer son rôle de « banque de connaissances » plutôt que de se limiter à celui de bailleur de fonds pour le développement. Un alignement plus étroit avec les opérations peut rendre la recherche plus pertinente et utile. Cependant, [les détracteurs de la réorganisation de la « banque de connaissances »](#) mettent en garde contre le risque que les priorités du secteur privé et la conclusion d'accords ne déterminent les questions étudiées et la manière dont les données sont interprétées. Cela revêt une importance particulière dans le domaine de la santé, où les données politiquement sensibles relatives au financement, à la qualité des services et aux inégalités doivent rester crédibles et indépendantes. Protéger cette indépendance tout en répondant aux priorités institutionnelles constituera un parcours difficile pour M. Kremer.

La nomination de M. Kremer pourrait s'avérer être un coup de maître. Son succès dépendra toutefois de sa capacité à concilier données probantes, envergure, emplois et capitaux privés sans que l'équité en matière de santé ne passe au second plan.

Les temps forts de la semaine

Structure des temps forts

- Poursuite de la 81e Assemblée générale des Nations unies
- Réunion de haut niveau de l'ONU sur le PPPR
- Urgence Ebola en RDC
- Plus d'informations sur le PPPR
- Course à la direction générale de l'OMS
- Réforme de la santé mondiale
- En savoir plus sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale
- Crise de la dette
- Trump 2.0, stratégie américaine en matière de santé mondiale et accords bilatéraux sur la santé
- Journée mondiale de la contraception (26 septembre)
- Maladies non transmissibles
- Ressources humaines pour la santé
- Santé planétaire
- WASH
- Accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres technologies de santé
- Divers

Suite de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies

À partir de mercredi matin, plus ou moins. Nous commencerons par **quelques messages et communiqués généraux** en provenance de New York. **Dans les sous-sections suivantes, vous trouverez davantage d'informations concernant la santé.**

Actualités de l'ONU – « L'égalité s'arrête aux portes du Conseil de sécurité », déclare le Kenyan Ruto devant l'Assemblée générale

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168419>

« Le président kenyan William Ruto a déclaré mercredi devant l'Assemblée générale que l'égalité souveraine proclamée par l'ONU était contredite par ses propres structures, exhortant les États membres à réformer le Conseil de sécurité et un système financier international « conçu pour une autre époque ». »

« ... Il a indiqué que le monde avait enregistré 65 conflits armés entre États l'année dernière, dont 13 étaient des guerres à part entière, avec près d'un quart de million de personnes tuées dans des violences organisées et des différends de plus en plus souvent « gelés, reportés ou tranchés par la force ». ... Chaque nation dispose d'une voix, a déclaré M. Ruto, mais cinq d'entre elles détiennent un pouvoir permanent sur les questions de guerre et de paix, ce qui n'est pas le cas des 188 autres : « L'égalité proclamée au sein de cette Assemblée s'arrête aux portes du Conseil de sécurité. » Les 54 États membres africains, soit plus d'un quart de l'Assemblée, ne disposent d'aucun siège permanent au Conseil, a-t-il ajouté : « En permanence discutés, mais en permanence exclus. » ... »

« Il a averti que la confiance dans l'application cohérente du droit international s'affaiblissait dans certaines régions du monde. « On ne peut invoquer le droit international avec véhémence lors d'une crise, avec prudence lors d'une autre, puis l'ignorer quand cela arrange », a-t-il déclaré... »

PS : « Abordant la question des finances, M. Ruto a indiqué que la dette publique mondiale avait atteint le niveau record de 102 000 milliards de dollars en 2024, et que 46 pays en développement dépensaient désormais davantage en intérêts qu'en salles de classe et en médicaments. »

Actualités de l'ONU – Le droit au développement : un plan d'action pour des promesses non tenues

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168405>

« À l'approche du 40e anniversaire de la Déclaration historique sur le droit au développement, en décembre prochain, les dirigeants mondiaux se sont réunis mercredi lors d'une semaine de réunions de haut niveau pour dresser le bilan des progrès accomplis et des défis du XXIe siècle qui restent à relever – de la réduction de la fracture numérique à l', en passant par l'égalisation des chances en matière d'IA –, tandis que le secrétaire général de l'ONU présentait un « plan d'action » visant à honorer les promesses qui restent non tenues. »

« Cette déclaration a ouvert une nouvelle voie dans la lutte universelle pour plus de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de justice lorsqu'elle a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1986. Elle peut contribuer à établir des garde-fous sur des questions allant de l'IA à l'accès à Internet, ainsi qu'à accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un traité juridiquement contraignant sur le droit au développement est en cours d'élaboration depuis 2018. »

The Guardian - Des dirigeants se mobilisent pour créer un organe des Nations unies chargé de lutter contre la « terrible réalité » des inégalités

<https://www.theguardian.com/world/2026/sep/24/un-global-inequality-panel-plan-proposal-general-assembly-ipcc>

« Des projets visant à créer un organisme mondial des Nations unies sur les inégalités, sur le modèle du **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat** (GIEC), devraient être proposés lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations unies dans les mois à venir. »

« S'exprimant lors d'un événement organisé en marge de l'Assemblée générale à New York, des dirigeants de gauche du Brésil, de **Norvège** et d'Espagne ont affirmé que les appels en faveur d'un groupe international permanent sur les inégalités, qui reconnaîtrait ce problème comme un défi mondial menaçant la sécurité internationale, gagnaient du terrain. Deux pays du G7 – l'Allemagne et le Japon – ont apporté leur soutien public... »

« ... Mais la proposition ne devrait guère progresser sur le plan politique lors du **G20** de cette année, présidé par Donald Trump, et certains pays se montrent méfiants face aux discussions sur de nouvelles taxes imposées à l'échelle mondiale, ou aux affirmations selon lesquelles l'analyse économique serait comparable à la science du climat... »

Réunion de haut niveau des Nations unies sur le PPPR (25 septembre)

Elle se tiendra dans le courant de la journée...

Le groupe d'experts indépendants – États membres de l'ONU : soutenez l'adoption de la déclaration politique de la réunion de haut niveau

<https://mailchi.mp/independentpanel.org/un-member-states-support-adoption-of-the-hlm-political-declaration?e=ce2b5543e2>

(24 septembre) Un dernier appel lancé par les « **Amis de la réunion de haut niveau sur la PPPR** » aux États membres pour qu'ils adoptent la déclaration politique.

UNU – Les organisations régionales et la Déclaration politique des Nations unies de 2026 sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies

<https://unu.edu/cris/blog-post/regional-organisations-and-2026-un-political-declaration-pandemic-prevention>

« Alors que les dirigeants mondiaux s’apprêtent à adopter, le 25 septembre, une nouvelle déclaration politique des Nations unies sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR), **cet article examine si le projet de texte définit de manière adéquate le rôle des organisations régionales de santé publique au sein d’une architecture sanitaire mondiale en pleine évolution...** »

« Si la déclaration reconnaît l’importance des capacités régionales, notamment en matière de recherche, de production et de préparation, elle ne va toutefois pas jusqu’à attribuer aux institutions régionales des responsabilités claires en matière de gouvernance, des mécanismes de financement et un pouvoir de décision. »

TGH – L’épidémie d’Ebola en République démocratique du Congo est le véritable test de la réunion des Nations unies sur les pandémies

A. Mbanya & L. E. Bain ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/ebola-in-the-democratic-republic-of-congo-is-the-un-pandemic-meetings-real-test>

(à lire absolument) « **Les pays devraient s’unir pour obtenir ce dont ils ont besoin dans le cadre de l’accord sur les pandémies, affirment deux stratèges en sécurité sanitaire.** » Établir un lien entre la réunion de haut niveau de l’ONU et les négociations sur l’accord sur les pandémies et l’annexe du PABS.

« **Quatre engagements de la part des dirigeants** garantiraient une réunion de haut niveau productive... »

Les auteurs concluent : « ... L’accord sur les pandémies promet, dans son article 12, que le partage des échantillons et des séquences d’agents pathogènes s’accompagnera, “sur un pied d’égalité”, d’un partage des bénéfices. Si les dirigeants du secteur de la santé quittent New York en septembre avec une simple déclaration et rien de plus, le prochain pays se trouvant dans la situation de la RDC devra négocier ses conditions à partir de zéro, en plein milieu de sa propre épidémie. **Lorsque les dirigeants feront prochainement le point, ils devraient être jugés à l’aune d’une seule question : si une autre urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC) survenait demain en RDC, ce pays saurait-il à l’avance ce qu’il recevrait en échange du partage de ses échantillons avec le monde entier ?** »

Urgence Ebola en RDC

À commencer par un événement organisé par les États-Unis à New York.

HPW – Près de 3 milliards de dollars levés pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en RDC, alors que l'attention se porte désormais sur le Nord-Kivu

<https://healthpolicy-watch.news/almost-3-billion-raised-for-drcs-ebola-outbreak-as-focus-shifts-to-nord-kivu/>

« Les pays du G20+ se sont engagés cette semaine à verser 700 millions de dollars supplémentaires pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC), a déclaré jeudi le Dr Jean Kaseya, directeur général des Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies, lors d'une conférence de presse. Ces nouveaux engagements ont été pris lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20+ organisée mercredi par les États-Unis en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. »

« Ces engagements supplémentaires portent à plus de 2,9 milliards de dollars les fonds mobilisés pour lutter contre cette épidémie, dont la progression est cinq fois plus rapide que celle de la précédente épidémie d'Ebola, qui était la plus importante à ce jour. Qualifiant ces nouveaux fonds de « colossaux », M. Kaseya a remercié le gouvernement américain, qui est le principal bailleur de fonds de cette riposte, suivi par l'Union européenne. « Mais les engagements seuls ne suffiront pas à enrayer Ebola », a ajouté M. Kaseya. « Nous devons être en mesure de retracer chaque dollar — de l'engagement au décaissement, du partenaire de mise en œuvre à la dépense, et enfin aux services fournis aux communautés touchées. La transparence renforce la confiance, accélère la mise en œuvre et sauve des vies. » ... »

« M. Kaseya a également salué les contributions de 27 pays africains à la lutte contre l'épidémie, dont le nombre de cas confirmés s'élève à 7 820 et le nombre de décès à 3 779. Les professionnels de santé représentent 239 cas et environ 50 décès... »

Avec également un point sur la situation concernant Ebola.

- À lire également : CDC Afrique – [Le G20+ mobilise 2,9 milliards de dollars pour la lutte contre Ebola tandis que le CDC Afrique appelle à une transparence et une traçabilité totales de chaque dollar](#)

Bloomberg – L'épidémie d'Ebola au Congo menace d'autres pays voisins, selon l'Africa CDC

[Bloomberg](#) ;

(accès payant) (23 septembre) « Le virus Ebola continue de se propager au Congo et représente toujours une menace pour les pays voisins, selon le directeur des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies. »

Le virus Ebola continue de se propager en République démocratique du Congo et menace les pays voisins, selon le directeur général du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. Bien qu'une certaine accalmie ait été observée dans la province congolaise d'Ituri, où l'épidémie a débuté, les cas se propagent le long des frontières du pays avec l'Ouganda, le Rwanda, la

République centrafricaine et la République du Congo, a déclaré mardi le directeur général de l'Africa CDC, Jean Kaseya... »

AP - Le Congo manque de personnel de santé alors que l'épidémie d'Ebola reste hors de contrôle, selon l'OMS

<https://apnews.com/article/congo-ebola-world-health-organization-29cfe29c1d1885e398d87cadd38368f2>

(24 septembre) « **Le Congo** manque de personnel de santé pour assurer le fonctionnement des centres de traitement face à **l'épidémie d'Ebola qui connaît la croissance la plus rapide** de l'histoire, en particulier dans la province orientale du Nord-Kivu où le nombre de cas a bondi de 73 % en trois semaines, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la Santé. Cet avertissement intervient malgré des signes d'amélioration dans d'autres provinces, notamment en Ituri, l'épicentre de l'épidémie. Celle-ci s'est propagée à sept provinces, avec 7 773 cas confirmés et 3 759 décès, selon les derniers chiffres du gouvernement. »

« Entre le 31 août et le 20 septembre, le nombre de cas a baissé de 26 % dans la province de l'Ituri et de 15 % dans le Haut-Uélé », a déclaré **Marie Roseline Belizaire, directrice régionale des urgences de l'OMS pour l'Afrique**. « Mais les schémas de transmission varient considérablement et l'épidémie reste hors de contrôle », a-t-elle ajouté. « **Alors que le nombre de cas et de décès diminue dans certaines provinces, il continue d'augmenter dans d'autres** », a précisé Mme Belizaire. « **L'épidémie n'est toujours pas maîtrisée et continue de se propager sur une vaste zone géographique...** »

Actualités de l'ONU - Le bilan de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo dépasse les 3 700 décès

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168407>

(23 septembre) « Plus de 130 jours après le début de la dernière épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC), les **experts de la santé ont déclaré mercredi que les efforts de lutte avaient été considérablement intensifiés et que « les premiers signes encourageants de progrès » commençaient à se manifester.** »

« Dans un point de situation, **l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)** a indiqué qu'au cours des 21 derniers jours, le nombre de cas d'infection avait baissé d'environ 26 % dans la province d'Ituri et de 15 % dans la province du Haut-Uélé.

Toutefois, au cours de la même période, la province du Nord-Kivu a enregistré une hausse de 73 %, ce qui indique clairement que **l'épidémie d'Ebola de type Bundibugyo présente un profil de transmission différent dans les sept provinces touchées où elle a été confirmée...** »

« **Alors que le nombre de cas et de vols diminue dans certaines provinces, il continue d'augmenter dans d'autres** », a déclaré la Dre **Marie Roseline Belizaire, directrice régionale des urgences de l'OMS pour l'Afrique**. « Ces tendances montrent que l'épidémie n'est toujours pas maîtrisée et qu'elle continue de se propager sur une vaste zone géographique. L'une de nos plus grandes préoccupations est que trop de personnes meurent encore avant d'avoir pu bénéficier d'un traitement. »...

En savoir plus sur la PPPR

Nature – L’empreinte anthropique sur les maladies infectieuses émergentes

Rory Gibb, Colin Carlson et al. ;

<https://www.nature.com/articles/s41586-026-11058-6>

Colin Carlson, via Bluesky : « Qu’est-ce qui se cache derrière cette vague déferlante d’épidémies ? Dans la plus grande étude jamais menée sur les maladies infectieuses émergentes, nous montrons que l’explication couramment avancée – « notre relation avec la nature est déséquilibrée » – ne tient pas la route. ... »

N’hésitez pas à lire l’article en détail.

- Voir également **Cidrap News** – [Une étude révèle que la fragmentation des écosystèmes et le changement climatique augmentent le risque d’épidémies de maladies zoonotiques et à transmission vectorielle](#)

« ... De manière générale, le risque d’épidémie était plus élevé dans les zones où les populations et le bétail vivent à proximité d’écosystèmes fragmentés et boisés (par exemple, une forêt divisée en petites parcelles séparées par des zones résidentielles ou des exploitations agricoles). Cela s’explique en partie par le fait que les habitants de ces zones sont plus susceptibles d’entrer en contact avec les animaux qui ont tendance à prospérer dans de tels environnements, lesquels sont plus susceptibles d’être porteurs de maladies. »

« Les preuves du lien entre l’influence humaine et la menace croissante pour la santé publique mondiale étaient particulièrement solides pour les maladies à transmission vectorielle, avec des risques accrus d’épidémies de dengue et de virus Zika dans les zones présentant des écosystèmes fragmentés et une baisse des précipitations. Cependant, aucun facteur environnemental n’a permis de prédire de manière cohérente où se produiront les épidémies d’infections zoonotiques, y compris celles causées par des agents pathogènes présentant un potentiel pandémique. Au contraire, les effets de facteurs tels que la déforestation, le réchauffement climatique et l’intensification agricole variaient considérablement d’une maladie à l’autre. Les chercheurs affirment que des données spécifiques à chaque maladie et à chaque région sont nécessaires pour surveiller les risques d’épidémie. »

« Les scientifiques affirment que leurs conclusions remettent en cause l’hypothèse selon laquelle un ensemble commun de facteurs environnementaux serait à l’origine du risque croissant de maladies infectieuses émergentes. « Nos résultats montrent qu’aucune formule environnementale unique ne permet de prédire où surviendront les épidémies de maladies infectieuses émergentes », a déclaré le co-auteur correspondant Rory Gibb, PhD, de l’University College London (UCL), dans un communiqué de presse de l’UCL. « La transmission de maladies de l’animal à l’homme est courante dans les habitats modifiés par l’homme à travers le monde, mais les activités humaines précises à l’origine des épidémies diffèrent d’une maladie à l’autre. ».. »

« Ces résultats illustrent également le rôle crucial de l’accès aux soins de santé dans la détermination des lieux où les épidémies sont signalées. La probabilité de signaler une épidémie de maladie émergente diminuait, en moyenne, de 32 % pour chaque heure supplémentaire de trajet vers l’établissement de santé le plus proche. Selon les auteurs, ce résultat suggère que les foyers épidémiques apparents reflètent probablement les zones dotées des systèmes de surveillance

sanitaire et de soins de santé les plus performants, plutôt que les zones où les cas sont les plus fréquents... »

« Les chercheurs préconisent d'adopter une approche plus proactive et holistique pour prévenir les épidémies et les pandémies, renforcer les systèmes de santé et assurer une coordination mondiale de la surveillance des maladies et des interventions fondées sur les écosystèmes pour les maladies importantes. « Les épidémies de maladies par débordement ont des causes multiples et sont façonnées par le système socio-écologique ; cela souligne vraiment la nécessité d'adopter des approches intégrées « One Health » en matière de surveillance et d'intervention — **il n'existe pas de stratégie d'intervention unique...** »

Africa CDC – L'OPS et l'Africa CDC appellent à un investissement soutenu et à une coopération renforcée entre l'Afrique et les Amériques en matière de préparation aux pandémies

<https://africacdc.org/news-item/paho-and-africa-cdc-call-for-sustained-investment-and-stronger-africa-americas-cooperation-on-pandemic-preparedness/>

« Lors de l'Assemblée générale des Nations unies, le Burundi et la Guyane se sont joints à l'OPS et à l'Africa CDC pour faire progresser la coopération et le financement menés par les pays en matière de prévention, de préparation et de réponse aux pandémies. »

« L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC), en collaboration avec des pays et des partenaires d'Afrique et des Amériques, ont appelé à un investissement soutenu dans la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR), ainsi qu'à une coopération renforcée entre les deux régions afin de protéger les vies, les économies et les sociétés contre de futures pandémies et urgences de santé publique. Cet appel a été lancé lors de l'événement parallèle de haut niveau intitulé « **Deux régions, un avenir : financer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies pour renforcer la sécurité sanitaire mondiale** », organisé dans le cadre de la 81e Assemblée générale des Nations unies par la République coopérative de Guyane et la République du Burundi, en collaboration avec l'OPS et l'Africa CDC, avec le soutien de la Fondation des Nations unies... »

Course à la direction générale de l'OMS

On ne sait pas encore exactement combien de personnes se sont portées candidates – même si la date limite était hier (24 septembre). Au moins cinq, peut-être six... ?

HPW – L'Espagne va désigner María Neira comme candidate au poste de directrice générale de l'OMS

<https://healthpolicy-watch.news/spain-to-nominate-maria-neira/>

(23 sept.) « L'Espagne a officiellement présenté la candidature de la Dre María Neira à l'élection du directeur général de l'OMS avant la date limite réglementaire de jeudi, ont indiqué à Health Policy Watch des sources proches du dossier. **Cette candidature élargit le champ des candidats en mettant l'accent sur la prévention primaire et les risques sanitaires liés au climat...** »

« Avant la candidature de Mme Neira, **une coalition représentant plus de 100 organisations de la société civile avait adressé une pétition au gouvernement espagnol pour qu'il soutienne sa candidature**, soulignant que son expertise technique était essentielle pour faire face aux vagues de chaleur extrêmes et **aux risques sanitaires liés à l'environnement** dans les communautés vulnérables. Codirigée par le lauréat du prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel et Carlos Ferreyra, cette pétition rassemble des dirigeants autochtones, des défenseurs des droits des personnes âgées et des réseaux de santé publique à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine... »

« Les observateurs décrivent sa candidature comme la première véritable campagne populaire menée dans le cadre d'une élection au poste de directeur général de l'OMS... »

Geneva Health Files – La Chine envisage-t-elle de présenter un candidat à la tête de l'Organisation mondiale de la Santé ?

<https://newsletter.genevahealthfiles.com/is-china-weighing-a-nomination-to-lead-the-world-health-organization/?ref=geneva-health-files-newsletter>

(23 septembre, dès mercredi matin) « Dans l'édition d'aujourd'hui, nous vous proposons un bref article sur la Chine qui, selon certaines informations, envisagerait de présenter un candidat à cette élection. À ce jour, nos demandes n'ont reçu ni confirmation ni démenti officiel. Nous vous présentons ci-dessous les informations que nous avons recueillies. On ignore encore si la Chine finira par désigner un candidat avant la clôture des candidatures demain... »

Devex Pro - L'OMS a besoin d'un leadership non conventionnel, déclare le candidat Budi Sadikin

<https://www.devex.com/news/who-needs-unconventional-leadership-says-candidate-budi-sadikin-113336>

(accès payant) « L'Organisation mondiale de la santé doit-elle se recentrer sur ses deux missions fondamentales ? Un candidat très estimé à sa présidence en est convaincu. »

« **L'Organisation mondiale de la Santé** doit se recentrer sur ses deux missions fondamentales : servir de plateforme de concertation pour rassembler les pays et établir des normes et standards scientifiques. C'est ce qu'affirme le ministre indonésien de la Santé, Budi Gunadi Sadikin, qui brigue le poste de directeur général de la principale agence mondiale de santé. Il a également déclaré que l'agence devait rétablir sa crédibilité... »

- À lire également : [Devex CheckUp : le prochain dirigeant de l'OMS vient-il de dévoiler son programme ?](#)

«... Sa vision de l'OMS pourrait toutefois s'avérer un peu plus conventionnelle, à en juger par ce qu'il a exposé lors d'une discussion à la Devex Impact House, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue cette semaine... »

« Ses principaux objectifs seraient les suivants : • Recentrer l'agence en tant que plateforme de concertation visant à rassembler les pays et à établir des normes et standards scientifiques. • Accompagner les pays dans l'élaboration de plans nationaux de santé définissant leur propre vision

de l'avenir de leur système de santé. Cela s'inscrit tout à fait dans les grandes tendances actuelles, notamment l'initiative « **Accra Reset** » qui encourage les pays à élaborer leurs propres programmes de santé . Cela semble logique, étant donné que M. Sadikin copréside un groupe d'experts indépendants réuni par « Accra Reset ». • Il a également déjà quelques idées sur la manière dont il mesurera le succès s'il obtient le poste, notamment en fonction **du montant des financements flexibles levés par l'OMS**. M. Sadikin considère le **fait que les bailleurs de fonds continuent d'affecter des fonds à des fins spécifiques comme une preuve qu'ils ne font pas confiance à l'organisation**. « Si nous voulons réduire les fonds affectés à des fins spécifiques qui nous sont versés, nous devons rétablir cette crédibilité et cette confiance », a-t-il déclaré. Cela commence par une meilleure communication avec les États membres et une plus grande transparence sur l'ensemble des activités de l'OMS... »

Réforme de la santé mondiale

Devex Pro – Le PDG de Wellcome appelle à repenser les missions des institutions de santé mondiales

<https://www.devex.com/news/wellcome-ceo-calls-for-rethink-of-global-health-institutions-mandates-113397>

(accès payant) « **“Il y a eu de nombreuses suggestions et propositions, mais jusqu'à présent, je n'ai pas constaté cet engagement politique”**, a déclaré John-Arne Røttingen, PDG de Wellcome, à Devex en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. »

« De multiples initiatives ont vu le jour au cours de l'année écoulée pour appeler à une réforme de l'architecture sanitaire mondiale et pour garantir que les pays soient aux commandes dans la définition de leurs programmes de santé. Mais selon John-Arne Røttingen, PDG de Wellcome, **un flou persiste quant au rôle que doivent jouer les organisations sanitaires mondiales**. « Je pense qu'il faut repenser les mandats des organisations mondiales, et une demande claire en ce sens n'a pas encore été pleinement formulée au niveau politique. De nombreuses suggestions et propositions ont été formulées, mais jusqu'à présent, je n'ai pas constaté cet engagement politique », a déclaré M. Røttingen à Devex en marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies... »

ONUSIDA – De précurseur à acteur de l'avenir : les partenaires affirment la valeur d'un Programme commun de l'ONUSIDA transformé

https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2026/september/20260924_forerunner_future-maker

Compte rendu d'un événement de haut niveau à New York. « **...Tout au long de la discussion, les intervenants ont souligné l'importance de préserver les fonctions qui ont fait la spécificité de l'ONUSIDA** : maintenir le VIH au premier plan de l'agenda politique ; rassembler les gouvernements, les communautés, les Nations unies et les partenaires ; renforcer les données et la responsabilité ; soutenir le leadership des pays ; et veiller à ce que les communautés soient en mesure de co-crée et de co-diriger la riposte. »

En savoir plus sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

Devex – Les bailleurs de fonds s’engagent à verser plus de 700 millions de dollars à l’UNFPA pour la santé reproductive

<https://www.devex.com/news/funders-commit-over-700-million-for-unfpa-reproductive-health-113418>

« Une grande partie de ce financement est destinée au Partenariat pour l’approvisionnement du Fonds des Nations unies pour la population, qui aide 54 pays à garantir et à élargir l’accès aux produits de santé reproductive. »

« Des donateurs gouvernementaux et philanthropiques ont annoncé **mercredi** leurs promesses de financement et leurs engagements en faveur de l’agence des Nations Unies chargée de la santé sexuelle et reproductive, **lors d’un événement parallèle de haut niveau organisé en marge de la 81e session de l’Assemblée générale des Nations Unies. Parmi ceux-ci figurent 204 millions de livres sterling (270 millions de dollars) du gouvernement britannique, 53,6 millions de dollars du Danemark, 210 millions de couronnes norvégiennes (22,6 millions de dollars) de la Norvège, 10 millions de dollars de GiveWell, ainsi qu’une garantie de 200 millions d’euros (232 millions de dollars) de la Banque européenne d’investissement. »**

« Une grande partie de ce financement est destinée au Partenariat pour l’approvisionnement de l’UNFPA, qui aide 54 pays à garantir et à élargir l’accès aux produits de santé reproductive. La garantie de la BEI concerne également les engagements des donateurs envers ce Partenariat, et vise à aider l’agence à améliorer la planification des achats et de la logistique, à réduire les pénuries de stocks de produits de santé reproductive et à assurer la livraison de ces produits. »

« Le financement britannique — qui s’accompagne d’une enveloppe distincte de 50 millions de livres sterling destinée à d’autres organisations œuvrant pour élargir l’accès aux services et aux produits de santé reproductive — constitue « le plus important investissement gouvernemental ponctuel dans les produits de santé reproductive à l’échelle mondiale cette année », tandis que la subvention de GiveWell représente le « premier investissement de l’organisation caritative en faveur de l’UNFPA et son plus important investissement dans le domaine de la planification familiale à ce jour », selon un communiqué de presse. Les gouvernements du Burundi, de Madagascar, du Mozambique et du Zimbabwe se sont également engagés à verser un montant total d’environ 43,8 millions de dollars pour l’achat de produits de santé reproductive pour les années 2026 et 2027... »

« ... Ces engagements financiers pourraient aider l’agence des Nations unies à réduire, voire à combler, le déficit de financement pour les contraceptifs, qui s’élève actuellement à environ 186 millions de dollars dans les 54 pays soutenus par l’UNFPA. »

L'initiative européenne « Global Health Resilience » : l'UE fait avancer son programme grâce à de nouveaux investissements « Global Gateway » en Afrique et en Amérique latine

<https://europeansting.com/2026/09/24/eu-advances-global-health-resilience-initiative-with-new-global-gateway-investments-in-africa-and-latin-america/>

« Dans le cadre de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, la Commission européenne a annoncé trois nouveaux investissements au titre du **programme Global Gateway** qui concrétisent **l'initiative de l'UE pour la résilience sanitaire mondiale** dans les pays partenaires. Ce programme comprend une garantie de l'UE de 63,5 millions d'euros destinée à mobiliser des investissements privés dans les entreprises du secteur de la santé et de la nutrition en Afrique subsaharienne ; un prêt de 15 millions d'euros accordé par la Banque européenne d'investissement (BEI) avec le soutien de l'UE pour développer la production de vaccins et de médicaments biologiques en Colombie ; et un financement de l'UE de 60 millions d'euros pour renforcer les soins de santé primaires en Éthiopie... »

Devex Pro – Pourquoi la Fondation Gates réoriente son action de plaidoyer vers les pays du Sud

<https://www.devex.com/news/why-the-gates-foundation-is-shifting-advocacy-to-the-global-south-113386>

(accès payant) « C'est un nouveau monde pour l'aide humanitaire et la Fondation Gates réfléchit à la manière de faire les choses différemment. **L'une des réponses a été de recentrer son action de plaidoyer vers les pays du Sud.** »

EU Observer – Une réduction de 40 % de l'aide au développement de l'UE constituerait une « trahison dramatique » de ses valeurs, selon un député européen de premier plan

<https://euobserver.com/239304/eu-40-development-aid-cut-would-be-drastic-betrayal-of-values-says-top-mep/>

(article payant) « **Les gouvernements de l'UE s'apprêtent à réduire le budget de l'Union consacré au développement de près de 40 % dans le prochain budget septennal de l'Union – dans le cadre de la dernière vague de restrictions visant les dépenses d'aide.** »

« Le **projet de budget septennal 2028-2034 proposé par la Commission européenne** alloue 200 milliards d'euros à la **rubrique** dite « **Europe mondiale** », destinée à promouvoir la politique étrangère et le programme de développement de l'Union et à « faire progresser les infrastructures durables, l'accès aux marchés et les intérêts économiques ». Il propose également une réserve de crise de 15 milliards d'euros destinée aux « urgences mondiales ». ... »

Reuters – Les pays occidentaux renforcent leur soutien aux réparations pour l’esclavage, selon le Ghana

[Reuters](#) ;

« Le Ghana, qui mène une campagne en faveur de réparations pour la traite transatlantique des esclaves qui a duré près de quatre siècles, a déclaré mercredi que cette initiative bénéficiait d’un soutien croissant parmi les pays occidentaux. »

« La campagne se concentre dans un premier temps sur la restitution des objets culturels pillés, a déclaré le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, lors d’un événement sur la justice réparatrice co-organisé par le Ghana, l’Allemagne et la France en marge de l’Assemblée générale des Nations unies mercredi. »

« Les étapes suivantes pourraient inclure des excuses officielles, un allègement de la dette et une compensation financière, conformément à un plan en 19 points adopté par l’Union africaine et la Commission de la justice réparatrice de la Communauté des Caraïbes lors d’une conférence organisée au Ghana en juin... »

« L’ONU a adopté en mars une résolution reconnaissant l’esclavage transatlantique comme « le crime le plus grave contre l’humanité », avec 123 voix pour et trois contre — celles des États-Unis, d’Israël et de l’Argentine. Cinquante-deux autres pays, dont les membres de l’Union européenne et le Royaume-Uni, se sont abstenus.

Depuis lors, de nombreux pays européens ont exprimé leur soutien, a-t-il déclaré. « Pratiquement tous les pays européens qui se sont abstenus lors du vote nous ont contactés et ont indiqué qu’ils allaient travailler avec nous dans cette démarche », a déclaré M. Ablakwa... »

Devex Pro – L’appropriation nationale va-t-elle devenir un simple mot à la mode dans le domaine de la santé mondiale ?

<https://www.devex.com/news/will-country-ownership-become-just-another-global-health-buzzword-113400>

(accès payant) « Il y a quelques années, la réforme de la santé mondiale était à l’ordre du jour, avec un accent mis sur la localisation. Mais tout ce débat n’a pas débouché sur des changements significatifs, affirme le Dr Ebere Okereke, stratège en santé mondiale. »

The New Times - 10 choses à savoir sur la nouvelle politique de coopération au développement du Rwanda

<https://www.newtimes.co.rw/article/39180/news/economy/10-things-to-know-about-rwandas-new-devt-cooperation-policy>

« Le gouvernement a adopté une nouvelle politique de coopération au développement sur 25 ans qui définira la manière dont le pays mobilisera des financements, collaborera avec ses partenaires de développement et mettra en œuvre ses priorités nationales en matière de développement. »

« La Politique rwandaise de coopération au développement (RDCP) 2026-2050, approuvée par le Conseil des ministres le 18 septembre, remplace la Politique d'aide de 2006 et introduit une approche plus large du financement du développement, de la coordination et de la responsabilité. Alignée sur la Vision 2050 et la Stratégie nationale de transformation (NST2), cette politique met l'accent non plus sur les mécanismes d'aide traditionnels et les projets fragmentés, mais sur des programmes phares pilotés au niveau national, un financement diversifié et une coordination renforcée entre les partenaires de développement. »

Devex Pro – Comment le Kenya fait de sa diaspora « un partenaire du développement national »

<https://www.devex.com/news/how-kenya-is-making-its-diaspora-a-partner-in-national-development-113337>

(accès payant) « Afin d'impliquer les membres de sa diaspora en tant que partenaires du développement, le Kenya leur offre des opportunités d'investir dans la construction de l'avenir du pays. »

« Il y a plus de trois ans, le président kenyan William Ruto a annoncé la création d'un ministère chargé des affaires de la diaspora afin de déterminer comment impliquer de manière stratégique les quelque 4 millions de Kenyans de la diaspora. » Pour que leur histoire ne se résume pas uniquement à celle des transferts de fonds », a expliqué la secrétaire principale de ce département, Roseline Njogu. L'idée, a-t-elle précisé lors d'un événement organisé par Devex Impact House en marge de la 81e Assemblée générale des Nations unies, était de créer « un écosystème mondial du marché du travail qui permette à nos concitoyens de se déplacer, de se déplacer en toute sécurité, de se déplacer en mettant à profit leurs compétences. »... »

Numéro spécial d'Eurohealth (en amont du Forum de Gastein)

<https://eurohealthobservatory.who.int/publications/i/health-for-a-stronger-european-union-high-time-for-action!---eurohealth>

À découvrir en particulier :

- **La souveraineté sanitaire en tant que « capacité »** (p. 7-10) (Par : Natasha Azzopardi-Muscat, Govin Permanand et Ilona Kickbusch)

« Cet article soutient que la souveraineté sanitaire européenne doit être comprise comme une capacité plutôt que comme un contrôle. S'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et tenant compte des orientations observées dans les pays du Sud, il propose de considérer la souveraineté sanitaire comme la capacité d'un pays ou d'une région à promouvoir, assurer et protéger la santé grâce à des systèmes de santé résilients, des chaînes d'approvisionnement sécurisées, un financement durable, des ressources humaines compétentes et une infrastructure numérique. L'article souligne que la souveraineté et la solidarité internationale sont complémentaires plutôt qu'opposées, la capacité permettant une coopération significative. Pour l'Europe, il est important que la souveraineté sanitaire allie la responsabilité nationale aux capacités partagées de l'Union européenne, permettant ainsi aux pays de réagir de manière indépendante, lorsque cela s'avère nécessaire, tout en restant attachés à la collaboration, à la résilience et à une santé mondiale équitable. ... »

Crise de la dette

GADN & ActionAID UK (Note d'information) Égalité entre les sexes et crise mondiale de la dette

<https://gadnetwork.org/gadn-resources/gender-equality-global-debt-crisis>

« Cette note d'information du GADN et d'ActionAid UK explique en quoi la crise mondiale de la dette constitue un enjeu majeur pour la justice de genre. Les femmes et les filles, dans toute leur diversité, sont touchées de manière disproportionnée lorsque les remboursements élevés de la dette restreignent les dépenses publiques et que les accords sur la dette entraînent des mesures d'austérité sévères. **À l'heure où les besoins augmentent et où les flux d'aide publique au développement (APD) diminuent, la réduction de la dette pourrait libérer des ressources publiques pour financer des dépenses en faveur de l'égalité des sexes dans l'ensemble des pays du Sud.** »

« Le Royaume-Uni devant assumer la présidence du G20 en 2027, l'occasion se présente d'étendre les cadres de gestion de la dette existants, avec un processus plus simple, une offre plus substantielle, un plus grand nombre de pays éligibles et une application à tous les créanciers – tout en reconnaissant la nécessité de solutions démocratiques à plus long terme. ... »

Trump 2.0, stratégie sanitaire mondiale des États-Unis et accords bilatéraux en matière de santé

Zimbabwe : les États-Unis annoncent la fin de tout financement sanitaire au Zimbabwe – ils affirment respecter la décision du gouvernement de refuser le protocole d'accord

<https://allafrica.com/stories/202609230038.html>

« Les États-Unis cesseront, à la fin de ce mois, de financer tous les programmes de santé au Zimbabwe auxquels ils participaient depuis plus de 20 ans, a révélé l'ambassadrice Pamela Tremont. L'année dernière, le Zimbabwe a refusé le nouveau modèle de financement proposé par les États-Unis, un protocole d'accord (MoU) en matière de santé visant à transférer progressivement le financement de la santé aux gouvernements du tiers-monde tout en garantissant la pérennité... »

« Suite à la décision du Zimbabwe de refuser un protocole d'accord bilatéral en matière de santé, les programmes sanitaires soutenus par les États-Unis prendront fin à la fin du mois de septembre. « Nous respectons la décision souveraine du Zimbabwe, et mon équipe chargée des questions sanitaires à l'ambassade travaille avec diligence avec le ministère de la Santé et de la Protection de l'enfance ainsi qu'avec d'autres partenaires pour assurer un transfert complet et responsable. »

CGD (Note) - Protéger le client dans les accords américains en matière de santé mondiale

C. Kenny ; <https://www.cgdev.org/publication/protecting-client-us-global-health-agreements>

« Cette note présente les éléments clés des protocoles d'accord (MOU) qui vont à l'encontre des objectifs des États-Unis en matière de dépenses de santé mondiale et se termine par des recommandations pour des approches actualisées : limiter les paiements basés sur les résultats à l'amélioration, utiliser moins d'indicateurs, préserver les filets de sécurité existants jusqu'à ce que les nouveaux systèmes soient opérationnels, garantir un niveau de service minimum et, si nécessaire, poursuivre le soutien bien au-delà de cinq ans. »

« Les bénéficiaires, ce sont les personnes, pas les ministères... »

CGD – Des parasites des Grands Lacs aux microbes martiens : où le financement multilatéral américain a survécu, et où il a échoué, au cours de l'exercice 2025

C. Kenny et al. ; <https://www.cgdev.org/blog/great-lakes-parasites-martian-microbes-where-us-multilateral-funding-survived-and-didnt-fy25>

« Selon un rapport récemment publié par le Département d'État, les contributions américaines aux organisations internationales sont passées de 19,5 milliards de dollars au cours de l'exercice 24 à 8,6 milliards de dollars au cours de l'exercice 25. Et le nombre d'entités bénéficiant d'un financement est passé de 189 à 121. ... Un certain nombre d'organisations humanitaires et de développement ont été durement touchées. Quelques-unes des plus grandes organisations représentent chaque année une part importante du financement total, le Programme alimentaire mondial occupant systématiquement la première place, suivi du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ayant bénéficié des contributions les plus importantes ces dernières années, ces organisations ont également subi les coupes les plus importantes au cours de l'exercice 25. »

Avec un **tableau récapitulatif**.

Journée mondiale de la contraception (26 septembre)

L'OMS élargit l'éventail des options contraceptives sûres

<https://www.who.int/news/item/23-09-2026-who-expands-safe-options-for-contraception/>

« De la contraception d'urgence aux implants à longue durée d'action, en passant par les futurs contraceptifs masculins, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande un éventail plus large d'options sûres et efficaces afin que chacun puisse choisir la méthode contraceptive qui répond à ses besoins. »

« On estime que 164 millions de femmes qui souhaitent retarder ou éviter une grossesse n'utilisent pas de contraception, ce qui souligne le besoin urgent d'un accès amélioré et élargi aux contraceptifs. Avec sa nouvelle publication intitulée « Lignes directrices de l'OMS sur l'élargissement des options contraceptives », l'OMS vise à aider les pays à élargir l'accès aux méthodes étayées par les meilleures données scientifiques disponibles... »

« Cela peut contribuer à garantir que les personnes disposent d'un éventail plus large d'options afin de pouvoir prendre des décisions éclairées quant à l'utilisation d'une contraception, à la méthode

qui leur convient le mieux et au moment de la changer ou d'y renoncer. **Les nouvelles recommandations proposent aux personnes d'autres façons d'utiliser les méthodes existantes.** À cette fin, l'OMS recommande que les pilules contraceptives combinées puissent être prises pendant des périodes prolongées allant jusqu'à six mois ou de manière continue pendant un an maximum, comme alternatives à l'utilisation cyclique. L'OMS soutient l'utilisation des implants contraceptifs pendant une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, ce qui pourrait réduire le recours aux procédures de remplacement, les consultations en cabinet médical et les coûts associés. **L'OMS recommande la mifépristone comme option supplémentaire de contraception d'urgence, à prendre dès que possible et dans les cinq jours suivant un rapport sexuel non protégé.** Les données disponibles montrent que la mifépristone, à des doses comprises entre 10 et 50 mg, est susceptible d'être aussi sûre et efficace que d'autres méthodes de contraception d'urgence... »

Telegraph - Les contraceptifs masculins pourraient faire leur apparition en pharmacie d'ici « trois à cinq ans », selon l'OMS

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/male-contraceptives-could-hit-pharmacies-in-five-years/>

« L'agence des Nations unies a dévoilé des lignes directrices concernant ces nouveaux produits, alors que les essais cliniques s'intensifient et que la stigmatisation s'estompe. »

« Des contraceptifs révolutionnaires pour les hommes pourraient faire leur apparition dans les rayons des pharmacies dès 2029, selon l'Organisation mondiale de la Santé. S'adressant au Telegraph, le Dr James Kiarie, responsable de l'unité chargée de la contraception et de la santé reproductive au sein de l'agence des Nations unies, a déclaré qu'il s'attendait à ce que la contraception masculine soit disponible d'ici quelques années seulement, ce qui constituerait un élargissement majeur des options contraceptives pour les hommes... »

« "D'ici trois à cinq ans, nous disposerons effectivement d'une méthode, [de sorte que] les hommes pourront être plus que de simples soutiens de leurs partenaires féminines dans l'utilisation de la contraception – les hommes pourront en effet en être eux-mêmes les utilisateurs", a-t-il déclaré. »

« Mardi, l'OMS a publié ses premiers profils de produits cibles (TPP) pour ces produits, définissant des lignes directrices concernant les normes souhaitées et minimales auxquelles tout produit contraceptif masculin doit satisfaire. « [Les TPP] indiquent qu'il s'agit d'une question prioritaire pour l'OMS », a déclaré le Dr Kiarie... »

Maladies non transmissibles

Telegraph – L'Afrique confrontée à une nouvelle menace alors que le taux de maladies chroniques grimpe en flèche

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/africa-faces-new-threat-as-chronic-disease-rate-leaps/>

« Entre 1990 et 2023, le fardeau des maladies non transmissibles a presque doublé, mettant à rude épreuve les systèmes de santé. »

« Les affections chroniques telles que les maladies cardiaques, les cancers et le diabète représentent désormais près de la moitié des décès en Afrique et dépasseront bientôt le nombre de décès dus aux maladies infectieuses sur le continent, selon une nouvelle étude.

Entre 1990 et 2023, la proportion de décès dus aux maladies non transmissibles (MNT) a presque doublé, passant **de 25 % à 45 %**, les maladies cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux étant désormais les principales causes de mortalité... »

«... Mais le continent n'est pas nécessairement prêt à faire face à cette "transition épidémiologique", ont averti les chercheurs dans une étude publiée mardi dans la revue Lancet Global Health.

« Bien que la transition épidémiologique soit largement reconnue, la vitesse et l'ampleur de la progression des MNT en Afrique sont particulièrement préoccupantes », ont-ils écrit... »

« Les systèmes de santé sont confrontés à des demandes croissantes en matière de prise en charge des maladies chroniques, mais les milieux aux ressources limitées restent mal équipés, sous-financés et incapables de fournir des services de prévention ou de traitement adéquats. »...

- Pour consulter l'étude complète, voir The [Lancet GH – Le fardeau des maladies non transmissibles et leurs facteurs de risque attribuables en Afrique de 1990 à 2023 : une analyse systématique pour l'étude Global Burden of Disease 2023](#) (par les collaborateurs GBD 2023 Africa NCD)

TGH – Lors du sommet des BRICS, l'Inde prend les devants en matière de maladies non transmissibles

A. Roul ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/at-brics-summit-india-takes-the-lead-on-noncommunicable-diseases>

« Alors que l'Inde tente de redéfinir son rôle au sein des BRICS en tant que leader en matière de santé, un expert se demande si le pays réalisera des progrès mesurables au lieu de se contenter de réaffirmer des objectifs déjà connus. »

À propos de la volonté de l'Inde de faire **des modes de vie sains et du bien-être mental** la pierre angulaire des priorités du BRICS.

Actualités de l'ONU – L'agence de l'ONU chargée de la santé appelle à une augmentation des investissements pour sauver la vie des jeunes atteints de cancer

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168408>

« De plus en plus d'enfants et d'adolescents vainquent le cancer, mais les progrès restent inégaux selon les régions et les tranches d'âge, ce qui souligne la nécessité d'investissements accrus pour améliorer les taux de survie. C'est ce qu'affirme **l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des Nations unies, qui a publié mercredi des données de référence complètes et comparables entre les pays concernant les estimations de survie à cinq ans pour la leucémie lymphoïde – un cancer qui touche le sang et la moelle osseuse.** »

« Ces données, qui couvrent 194 pays, ont servi de base aux conclusions d'un rapport publié en mai – intitulé « *Mesurer la survie, susciter le changement* » – qui examinait les efforts mondiaux visant à lutter contre les inégalités et à faire en sorte que davantage d'enfants et d'adolescents surmontent un diagnostic de cancer. ... »

« **“Le cancer de l'enfant est l'un des indicateurs les plus évidents de la performance d'un système de santé”, a déclaré** le Dr Roberta Ortiz, responsable médicale chargée du cancer de l'enfant à l'OMS. ... »

Ressources humaines pour la santé

The World Bank Research Observer - Réévaluation de la crise des ressources humaines dans les soins de santé primaires : une synthèse des conclusions mondiales avec de nouvelles données provenant de 10 pays d'Afrique subsaharienne

B. Daniels et al. ; <https://academic.oup.com/wbro/advance-article/doi/10.1093/wbro/lkag002/8733799>

« Cet article réexamine l'idée largement répandue d'une « crise des ressources humaines » dans les soins de santé primaires (SSP) dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI).

Premièrement, nous passons en revue les données aux niveaux micro et macro, et constatons qu'il existe peu d'éléments empiriques étayant une pénurie généralisée de personnel. Les prestataires des PRFI semblent disposer d'une capacité excédentaire importante, caractérisée par une faible charge de travail, des consultations courtes et des temps d'attente modestes. Deuxièmement, à partir de données représentatives au niveau national provenant de 7 915 établissements répartis dans 10 pays africains, nous estimons que le professionnel de santé médian reçoit 10,9 patients par jour. **Nous suggérons que le sentiment de surchargement résulte d'une répartition très inégale de la charge de travail, la plupart des consultations étant concentrées sur une minorité de prestataires. En d'autres termes, le prestataire moyen n'est pas surchargé, mais le patient moyen consulte un prestataire surchargé.** Troisièmement, nous évaluons les inefficacités d'allocation à l'aide de données appariées sur la charge de travail et les compétences des prestataires, et nous démontrons que la charge de travail n'est pas concentrée chez les prestataires les plus compétents. À l'aide de simulations, nous montrons que cette mauvaise allocation réduit la qualité globale potentielle des services de 4 à 33 %, selon les pays. **Ces résultats suggèrent que les défaillances dans la prestation des soins de santé primaires ne peuvent être résolues par un simple renforcement des ressources humaines dans le cadre des dispositifs existants : il faut améliorer les compétences, l'affectation et l'utilisation des prestataires, tant nouveaux qu'existants, pour avoir un impact significatif sur la qualité des soins. »**

Santé planétaire

The Guardian – Les craintes s'intensifient quant à un éventuel relâchement de l'action climatique par le prochain secrétaire général de l'ONU

<https://www.theguardian.com/world/2026/sep/23/fears-mount-that-next-un-chief-will-downgrade-climate-action>

« Selon les experts, certains des successeurs potentiels d'António Guterres pourraient avoir des conséquences « désastreuses » pour les efforts visant à lutter contre la crise. »

« Selon des experts du climat et de la société civile, les craintes s'intensifient quant à la possibilité que le prochain secrétaire général de l'ONU relègue au second plan la priorité accordée à la crise climatique. Le secrétaire général actuel, António Guterres, s'est montré le **plus franc sur le sujet**, qualifiant les entreprises du secteur des énergies fossiles de « **parrains du chaos climatique** » et avertissant les gouvernements qu'ils s'engagent à toute vitesse sur une « **autoroute vers l'enfer** » en ne réduisant pas leurs émissions de gaz à effet de serre. **Son engagement répété en faveur de l'urgence de la crise et sa volonté de s'attaquer aux intérêts particuliers ont eu un impact mondial significatif, forçant les gouvernements à faire face à leurs échecs politiques et à maintenir en vie les objectifs de l'accord de Paris sur le climat de 2015**, malgré la montée du populisme et de la désinformation... »

« ... **Trois candidats en particulier ont suscité des inquiétudes : le diplomate argentin Rafael Grossi**, qui dirige l'Agence internationale de l'énergie atomique ; **Macky Sall, l'ancien président du Sénégal ; et Olara Otunnu, un ancien candidat à la présidence ougandais** qui a occupé le poste de sous-secrétaire général des Nations unies chargé des enfants et des conflits armés... »

The Guardian – Le Royaume-Uni divulgue les conclusions d'un rapport accablant sur la crise climatique et la sécurité nationale, censuré sous Starmer

<https://www.theguardian.com/environment/2026/sep/23/uk-climate-crisis-national-security-report-suppressed-starmer-ed-miliband>

« El Niño représente une menace critique pour les défenses des nations, a déclaré Ed Miliband lors d'une présentation devant les ministres des Affaires étrangères du monde entier. »

« Le Royaume-Uni a averti les pays du monde entier que les crises climatiques et écologiques, ainsi que le phénomène El Niño à venir, menacent leur sécurité nationale et leur défense, en présentant aux ministères des Affaires étrangères les **conclusions d'un rapport explosif censuré sous Keir Starmer**. Ed Miliband, ministre britannique des Affaires étrangères, a fait **mercredi soir un exposé devant les ministres des Affaires étrangères de l'UE, du Kenya et d'autres pays, lors d'une réunion à huis clos organisée dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies à New York**. Son intervention s'appuyait sur le **rapport des chefs des services de renseignement britanniques**, qui conclut que l'effondrement des systèmes naturels à travers le monde entraînerait des conflits, des migrations et des pénuries alimentaires. M. Miliband a déclaré lors de cette réunion, la première discussion de ce type entre ministres des Affaires étrangères, que le **prochain phénomène El Niño, amplifié par le dérèglement climatique**, mettrait à l'épreuve les systèmes alimentaires mondiaux comme jamais auparavant... »

Éditorial de *Nature* : les inondations au Népal constituent le plus grand défi à ce jour pour le Fonds des Nations unies pour les pertes et dommages liés au changement climatique

[Éditorial de *Nature*](#) ;

« Les pays ne devraient pas avoir à attendre des mois pour recevoir des subventions relativement modestes destinées à faire face aux conséquences immédiates des phénomènes météorologiques extrêmes. »

HPW - Après la mise hors ligne des capteurs de l'ambassade américaine, la pollution atmosphérique a atteint des pics

<https://healthpolicy-watch.news/after-us-embassy-monitors-went-offline-air-pollution-spiked/>

« Une nouvelle étude a révélé qu'après la suspension par l'administration américaine de son programme de surveillance de la pollution atmosphérique dans les ambassades, la pollution atmosphérique a augmenté de 23 à 33 %, en particulier en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, où les données de surveillance fiables sont rares. »

Cf. une **nouvelle étude** publiée dans PNAS.

WASH

Actualités de l'ONU – Des millions d'enfants retournent dans des écoles qui ne peuvent toujours pas leur fournir d'eau potable ni de toilettes en état de marche

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168393>

« Des millions d'enfants fréquentent encore des écoles où l'eau n'est pas potable, où les toilettes sont inutilisables et où il n'y a aucun endroit pour se laver correctement les mains. ... » « C'est ce qui ressort d'un **rapport** de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'UNICEF, l'agence pour les droits de l'enfant, qui fait le point sur les progrès réalisés en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles entre 2015 et 2025. »

« Les services WASH sont essentiels dans les écoles, car ils peuvent avoir un impact sur l'apprentissage, la santé et la dignité, en particulier pour les filles. ... Au cours de cette période, la **proportion d'écoles disposant de services de base en matière d'eau potable est passée de 67 % à 78 %**. La couverture mondiale en matière d'assainissement de base a également augmenté, passant de 67 % à 77 %, tout comme celle en matière d'hygiène de base, qui est passée de 59 % à 72 %. ... »

« Malgré ces progrès, le rapport souligne que le monde est encore loin d'atteindre l'objectif d'accès universel d'ici 2030, tel que stipulé dans les **Objectifs de développement durable** (ODD).

Il révèle qu'en 2025 :

- 429 millions d'enfants d'âge scolaire n'avaient pas accès à l'eau potable à l'école
- 460 millions n'avaient pas accès à un service d'assainissement de base
- 545 millions n'avaient pas accès à un service d'hygiène de base, avec de l'eau et du savon pour se laver les mains... »

Accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres technologies de santé

Le Fonds mondial se prépare à une expansion majeure de l'accès au lénacavir à l'approche de la mise sur le marché de versions génériques

<https://www.theglobalfund.org/en/news/2026/2026-09-24-global-fund-prepares-major-expansion-lenacavir-generic-supply-approaches/>

« Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) collabore avec les pays, ses partenaires et les communautés afin de se préparer à une extension significative de l'accès au lénacavir pour la prévention du VIH, alors que des approvisionnements supplémentaires en versions génériques du produit devraient être disponibles dans les mois à venir... »

« **La demande des pays a été forte**, ce qui reflète à la fois l'intérêt considérable pour le lénacavir et le besoin urgent de nouvelles options de prévention du VIH. Pour répondre à ce niveau de demande sans précédent, il faudra combiner l'approvisionnement de Gilead Sciences et des produits génériques dont la qualité est garantie. Il sera essentiel d'accélérer les autorisations réglementaires, les procédures d'approvisionnement et la préparation à l'arrivée des produits génériques afin de garantir que les pays puissent accéder aux quantités supplémentaires nécessaires pour répondre à la demande. »

« **...Les premiers approvisionnements en génériques sont prévus pour fin 2026, une disponibilité plus large étant attendue courant 2027.** L'autorisation réglementaire au niveau national et l'enregistrement de toutes les sources d'approvisionnement sont essentiels pour garantir que les volumes disponibles répondent à l'ensemble de la demande. »

« **Le Fonds mondial et les États-Unis restent déterminés à atteindre leur objectif de fournir du lénacavir à 3 millions de personnes d'ici fin 2028.** Les plans pour 2027 prévoient une accélération significative de l'accès à mesure que l'approvisionnement en génériques deviendra disponible, ce qui rapprochera considérablement le partenariat de la réalisation de cet objectif. »

« **L'accélération de la mise à disposition du lénacavir générique a été rendue possible grâce à une étroite collaboration au sein du partenariat mondial pour la santé.** Cela inclut les accords de licence volontaires conclus très tôt par Gilead Sciences avec des fabricants de génériques, ainsi que le travail mené par le Fonds mondial en collaboration avec la Children's Investment Fund Foundation, la Fondation Gates, Unitaid, le Bureau de la sécurité sanitaire mondiale et de la diplomatie (GHSD) du Département d'État américain et d'autres partenaires afin d'accélérer le développement et la mise à disposition de produits génériques de qualité garantie et de contribuer à créer les conditions d'une mise à l'échelle rapide et équitable à mesure que des approvisionnements supplémentaires deviendront disponibles... »

Stat – La décision indonésienne contre le « renouvellement incessant des brevets » par l'industrie pharmaceutique envoie un message fort, selon les défenseurs des patients

<https://www.statnews.com/pharmalot/2026/09/24/indonesian-court-rules-against-patent-evergreening-boosting-access-medicines/>

« Dans le cadre de la dernière bataille en date concernant l'accès aux médicaments, un tribunal indonésien a récemment invalidé une disposition d'une loi qui autorisait le « renouvellement incessant des brevets », une tactique utilisée par les laboratoires pharmaceutiques pour déposer des brevets supplémentaires comportant des modifications mineures apportées à des médicaments existants et, en fin de compte, pour empêcher toute concurrence.

Selon les défenseurs des patients, cette décision envoie un message important aux autres pays pour qu'ils remettent en cause cette pratique de l'industrie. »

Rapport du CEPS (R&D Perspectives) – La nécessité d'une initiative européenne axée sur les objectifs en matière de technologies ARNm

Peter Piot et al. ; <https://helix.ceps.eu/publication/234>

« Cet article propose une initiative européenne axée sur des missions spécifiques dans le domaine des technologies de l'ARNm, fondée sur une coalition avec des puissances moyennes partageant les mêmes valeurs. En associant la science et les capitaux européens à des partenaires spécialisés dans la mise en œuvre, l'intelligence artificielle, la fabrication et le transfert de technologies, on peut garantir que l'ARNm devienne à la fois un moteur de relance de la compétitivité au niveau européen et un véritable bien public mondial au bénéfice des citoyens du monde entier... »

Divers

Actualités de l'ONU – Une nouvelle plateforme du système des Nations unies met des millions de données à la portée des utilisateurs, déclare M. Guterres

<https://news.un.org/en/story/2026/09/1168363>

« Comment donner un sens à un monde confronté à des crises interdépendantes, de la pauvreté et de la faim au changement climatique, si les faits sont dispersés sur des dizaines de sites différents ? Le système des Nations unies espère faciliter considérablement cette tâche grâce au lancement de l'UN System Data Commons, une nouvelle plateforme en ligne qui rassemble les données et les statistiques de l'ensemble de l'Organisation au sein d'un portail unique. »

« Accessible via data.un.org, cette plateforme permet aux utilisateurs d'effectuer des recherches parmi près de 44 millions de données en utilisant un langage courant, plutôt que de devoir naviguer entre plusieurs sites web et bases de données... »

Telegraph – La France relâche des moustiques tigres asiatiques stériles pour lutter contre la menace de la dengue

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/france-releases-infertile-asian-tiger-mosquitos-dengue/>

« On espère que ces **moustiques élevés en laboratoire** constitueront une solution à long terme face à la propagation rapide de ces insectes vecteurs de maladies. »

- Et un lien : [Telegraph – Les moustiques vecteurs du virus Zika se reproduisent toujours à Londres](#)

Science (Éditorial) – La science dispose toujours de l'expertise ; ce qu'elle a perdu, c'est son autorité

<https://www.science.org/doi/10.1126/science.aem5190?referrer=https%3A%2F%2Fwww.science.org%2Ftoc%2Fscience%2Fcurrent>

Ces dernières années, « ... l'**expertise scientifique s'est dissociée d'un sentiment d'autorité et de prestige lui permettant de dicter la politique sur des questions allant de la santé publique au changement climatique**. Parmi les explications de cette séparation, on peut citer l'essor de technologies telles qu'Internet et l'intelligence artificielle, les erreurs commises par les scientifiques et les institutions scientifiques, ainsi que l'instrumentalisation des idées antiscientifiques par les acteurs politiques. Mais **que se passerait-il s'il existait une tendance historique plus large suggérant que la rupture entre expertise et autorité était inévitable ? Une nouvelle idée philosophique appelée « unicontext » suggère que les progrès technologiques, associés aux désirs humains fondamentaux, ont conduit à cette situation au cours du siècle dernier... »**

« **Agnès Callard est une philosophe de l'université de Chicago** qui étudie principalement Platon et Aristote. Elle **suggère** que **lorsque les moyens de transport modernes ont commencé à permettre aux gens de s'éloigner de leur lieu de naissance, l'humanité est passée d'une vie au sein de multiples contextes — foyer, village, lieu de culte, lieu de travail —, chacun doté de son propre ensemble de normes et de règles de conduite sociale, à un « unicontext », où les façons dont on doit agir deviennent les mêmes d'un contexte à l'autre... »**

Concernant les **implications pour la science**.

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

ECDPM (Note) – Répondre aux doubles objectifs de la « Global Gateway » de l'UE et aux compromis inévitables

<https://ecdpm.org/work/addressing-eu-global-gateways-dual-objectives-and-inevitable-trade-offs>

« **San Bilal se penche sur la stratégie “Global Gateway 2.0” et soutient que la double ambition de l'UE en matière de développement et de géostratégie ne peut rester crédible que si ces tensions**

sont clairement identifiées, plutôt que de présenter chaque projet comme servant ces deux objectifs de manière égale. »

« La stratégie “Global Gateway” de l’UE repose sur le postulat selon lequel la coopération au développement et les intérêts géostratégiques propres à l’UE peuvent se renforcer mutuellement. De véritables synergies existent bel et bien : un projet d’énergie renouvelable peut élargir l’accès à l’électricité tout en créant des marchés pour la technologie européenne ; une infrastructure numérique fondée sur les normes de l’UE peut faire progresser la gouvernance locale tout en ancrant les normes européennes à l’étranger. **Mais le discours officiel de l’UE a de plus en plus étendu la notion d’« avantage mutuel » jusqu’à la rendre quasi totale, occultant ainsi les cas où des tensions et des compromis potentiels apparaissent** entre ces deux ensembles d’objectifs. Cette note d’analyse examine « Global Gateway 2.0 » et montre comment les récents documents stratégiques de l’UE – sur la stratégie numérique, le climat et l’énergie, les matières premières critiques, la sécurité économique et la préparation aux crises – ont encore davantage orienté l’attention de Global Gateway vers les intérêts de l’UE en matière de compétitivité, de résilience et de sécurité économique... »

«... La note met en garde contre deux risques liés : la réorientation des institutions de développement et des financements vers des fins géostratégiques, et la redéfinition des programmes axés sur la gouvernance ou la lutte contre la pauvreté en fonction des retombées commerciales à court terme pour l’UE. Elle souligne que la double ambition de l’UE ne reste crédible que si elle reconnaît explicitement où les intérêts convergent et où ils divergent. C’est en désignant honnêtement ces compromis, plutôt qu’en présentant chaque projet d’investissement extérieur de l’UE comme servant simultanément les deux agendas, que l’on rend possible un véritable chevauchement durable. »

ODI – L’aide de l’UE favorise-t-elle les exportations de l’UE ?

D. Abudu et al. ; <https://odi.org/en/publications/does-eu-aid-promote-eu-exports/>

« La coopération au développement de l’UE profite tant aux donateurs qu’aux partenaires. »

« Lorsque l’Europe investit dans le développement en Afrique, elle vend davantage à ces pays. Les données recueillies sur une période de vingt ans, couvrant les États membres de l’UE et leurs partenaires africains, montrent **qu’une aide au développement plus importante va de pair avec une hausse des exportations européennes**. Le développement en est la cause, les bénéfices pour l’UE en sont la conséquence. Cette tendance vaut aussi bien pour l’aide fournie directement par les États membres que pour celle acheminée par l’intermédiaire de l’UE, ainsi que pour la combinaison des deux. »

« Le chiffre phare concerne l’aide acheminée par l’intermédiaire de l’UE. À des niveaux moyens d’aide et d’échanges commerciaux, chaque euro d’aide au développement versé par les institutions de l’UE est associé à environ 6,80 € d’exportations européennes supplémentaires : 5,05 € en biens et environ 1,78 € en services. Cela signifie que les ressources consacrées aux objectifs de développement profitent déjà aux États membres de l’UE par le biais d’un effet d’entraînement. **Les efforts visant à « r » la coopération extérieure de l’UE pour la recentrer entièrement sur les intérêts propres de l’Union sont malavisés et erronés, car ces investissements génèrent déjà des retombées.** »

Financement mondial de la santé

Vox Dev – Pas d'imposition sans administration : ce qui fait fonctionner les autorités fiscales

A. Jensen et al. ; <https://voxdev.org/topic/public-economics/no-taxation-without-administration-what-makes-tax-authorities-work>

« De nouvelles recherches montrent que l'organisation, la dotation en personnel et la gestion des autorités fiscales sont tout aussi importantes que la politique fiscale elle-même, offrant ainsi aux pays en développement un levier puissant pour augmenter leurs recettes, même lorsque les données provenant de sources tierces sont rares. »

Couverture sanitaire universelle (CSU) et soins de santé primaires (SSP)

Lancet GH - Délai préhospitalier et risque de perforation chez les patients atteints d'appendicite aiguë dans 112 pays (AlliGatOr) : une étude de cohorte internationale, prospective et observationnelle

Theophilus T K Anyomih et al. ; [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(26\)00177-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(26)00177-4/fulltext)

Et [commentaire](#) associé dans Lancet GH : [Quand le temps n'est pas le même : délai préhospitalier et perforation dans la prise en charge mondiale de l'appendicite](#) (par Y. D. Molla et al.)

« L'appendicite aiguë est au cœur de l'un des plus anciens débats de la chirurgie : la perforation survient-elle parce que le traitement est retardé ou parce que certains patients sont biologiquement prédisposés à la perforation, quel que soit le moment ? L'étude de cohorte prospective mondiale menée par Theophilus TK Anyomih et ses collègues, publiée dans The Lancet Global Health, apporte certaines des preuves les plus solides à ce jour que le délai préhospitalier a une incidence. Parmi les 45 218 patients pris en charge dans 1 372 hôpitaux répartis dans 112 pays, un temps préhospitalier plus long était associé à une augmentation claire du risque de perforation selon un rapport dose-réponse, atteignant un rapport de risque ajusté de 1,61 (IC à 95 % : 1,44–1,80) pour les retards de 72 heures ou plus, par rapport à des retards inférieurs à 12 heures. Au-delà de son ampleur, la principale contribution de cette étude réside dans la distinction qu'elle opère entre le délai préhospitalier et le délai hospitalier, ce qui permet d'interpréter la progression biologique parallèlement aux inégalités structurelles en matière de soins chirurgicaux... »

Préparation et réponse aux pandémies / Sécurité sanitaire mondiale

Droit et politique des médicaments (blog) – Dissociation : une nouvelle proposition offre une voie prometteuse en matière d'accès et de partage des bénéfices en cas de pandémie

K Mara ; <https://medicineslawandpolicy.org/2026/09/delinkage-new-proposal-offers-a-promising-way-forward-on-access-benefit-sharing-during-pandemics/>

«... L'IGWG a commencé la semaine dernière à examiner la proposition du KEI et **devrait en discuter plus en détail lors de réunions informelles du 5 au 9 octobre et lors de la prochaine réunion officielle du 2 au 13 novembre...** »

Modification du Règlement sanitaire international (2005) : progrès technique ou avancée politique ?

Dans : Annuaire en ligne du droit international des catastrophes ;
https://brill.com/view/journals/yido/7/1/article-p103_4.xml

Par Gian Luca Burci et al.

Nature Africa – Dans les coulisses de l'article : un modèle sud-africain cartographie les risques de propagation du virus Ebola

<https://www.nature.com/articles/d44148-026-00296-5>

« L'intégration de l'exploitation minière, de la déforestation et d'autres pressions anthropiques **dans les modèles écologiques** a permis d'améliorer les prévisions concernant les lieux où le virus Ebola pourrait se transmettre des animaux aux humains. »

Accès aux médicaments et aux technologies de santé

Plos GPH – Offre, demande et utilisation des données économiques dans l'élaboration des politiques vaccinales en Afrique : une revue exploratoire

Par E. Mazuba et al.

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0007080>

« L'évaluation économique offre aux décideurs politiques un outil précieux pour optimiser l'utilisation de ressources sanitaires limitées. **Cette revue exploratoire vise à décrire la littérature scientifique existante sur l'évaluation économique et l'analyse d'impact budgétaire des interventions vaccinales, ainsi que l'utilisation des données économiques en Afrique.** Elle met en

lumière le contexte actuel et les défis liés à l'utilisation des données économiques pour étayer la politique vaccinale sur le continent... »

The Conversation - Les taux de vaccination sont en baisse en Afrique, mais une nouvelle stratégie vise à inverser la tendance. Cinq éléments essentiels à sa réussite

C S Wiysonge ; <https://theconversation.com/vaccination-rates-are-falling-in-africa-but-a-new-strategy-aims-to-turn-things-around-five-things-it-needs-to-get-right-289181>

« ... **Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) ont lancé la Stratégie continentale de vaccination 2026-2030.** Celle-ci couvre **six domaines** : le financement et l'engagement politique ; les données et les systèmes numériques ; la vaccination tout au long de la vie intégrée aux soins de santé primaires ; l'engagement communautaire ; la fabrication et l'approvisionnement en vaccins ; la préparation aux situations d'urgence et les systèmes de vaccination prêts à faire face aux épidémies... »

« Nous sommes des professionnels de la vaccination, des chercheurs et des conseillers qui avons contribué à l'élaboration de cette stratégie et qui soutenons désormais sa mise en œuvre. **Nous identifions cinq priorités qui s'appliquent à l'ensemble de ces six domaines. Il s'agit des suivantes** : un financement national durable ; des systèmes numériques adaptés aux besoins ; l'intégration aux soins de santé primaires ; un véritable partenariat avec les communautés ; la souveraineté vaccinale liée à la préparation aux épidémies... »

IA et santé

Fondation Gates – Des organisations mondiales annoncent un objectif quinquennal visant à aider plus de trois milliards de personnes à utiliser l'IA dans leur propre langue et avec leur propre voix

<https://www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2026/09/ai-language-partnership>

« **Les 60 signataires initiaux** – laboratoires de pointe en IA, chercheurs, entreprises, gouvernements, organisations communautaires et organisations philanthropiques – apporteront leur expertise et leurs ressources à cette initiative et inviteront d'autres acteurs à se joindre à eux. »

Articles et rapports

International Journal of Social Determinants of Health and Health Services (Éditorial) – De la gouvernance mondiale au terrain : pouvoir, politiques et production des inégalités en matière de santé

C. Muntaner et al. ; <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/27551938261488903>

Introduction et aperçu du nouveau numéro.

« Les inégalités en matière de santé ne sont ni des hasards de la nature ni des conséquences malheureuses du comportement individuel. Elles sont le fruit de décisions concernant qui paie et qui en tire profit, de l'architecture des États-providence et des systèmes de santé, ainsi que de la répartition du pouvoir entre les classes, les professions et les nations. Les quatorze contributions rassemblées dans ce numéro examinent ce processus de production à toutes les échelles auxquelles il opère : dans les salles de négociation de la gouvernance mondiale de la santé, au sein des communautés d' s sur les politiques nationales, dans la conception fiscale des régimes d'assurance, dans les cabinets médicaux et sur le terrain des services de santé publique. Lues ensemble, elles offrent ce qu'aucun article ne pourrait offrir à lui seul : un portrait des inégalités en matière de santé en tant que phénomène politico-économique cohérent plutôt qu'un ensemble disparate de malheurs locaux. »

- Avec, entre autres : [**« Le monde attendait davantage du Canada : le Canada et l'accord sur la pandémie »**](#) (par J. Lexchin)